



JUILLET
2025

La relation turco-hongroise : opportunisme de circonstance ou amitié qui prend tout son sens ?



Programme
Turquie et
Moyen-Orient

Thelma LORENTZ

L’Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d’information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l’Ifri est une fondation reconnue d’utilité publique par décret du 16 novembre 2022. Elle n’est soumise à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L’Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l’échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n’engagent que la responsabilité de l’auteur.

ISBN : 979-10-373-1079-8

© Tous droits réservés, Ifri, 2025

Couverture : Mausolée de Gül Baba à Budapest, Hongrie © Konevi/Shutterstock.com

Comment citer cette publication :

Thelma Lorentz, « La relation turco-hongroise : opportunisme de circonstance ou amitié qui prend tout son sens ? », *Notes de l’Ifri*, Ifri, juillet 2025.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : ifri.org

Autrice

Thelma Lorentz est étudiante en Master 2 de relations internationales, dans le cadre du parcours cohabilité par l'université Paris-Panthéon-Assas et Sorbonne Université. Spécialisée dans l'analyse stratégique du Moyen-Orient et de la Turquie, s'oriente vers une carrière dans la diplomatie ou l'analyse stratégique. Un double séjour Erasmus en Turquie et en Hongrie lui a permis d'approfondir sa connaissance de leurs politiques étrangères respectives, à l'origine de cette note.

Résumé

La Turquie et la Hongrie sont deux États issus d'empires déchus, aux trajectoires parallèles marquées par une dérive autoritaire, un souverainisme assumé et une stratégie extérieure d'équilibriste due à leur statut de puissance moyenne. Au-delà d'une certaine convergence idéologique au premier abord entre les dirigeants Recep Tayyip Erdoğan et Viktor Orbán, cette coopération – nourrie par une mémoire post-impériale instrumentalisée – repose sur de véritables fondements historiques, identitaires et géostratégiques profonds. Ankara et Budapest tentent de redéfinir leur place dans un ordre international en recomposition en s'érigeant en puissances intermédiaires. Cela passe par l'appui sur des alliances alternatives voire controversées, un *soft power* diasporique et une diplomatie fondée sur la connectivité eurasiatique. Leur relation vient remettre en cause les cadres européens normatifs et le multilatéralisme occidental traditionnel, en dessinant une ligne fine entre opportunisme conjoncturel et alliance stratégique. Ce compagnonnage soulève des interrogations majeures quant à la cohésion interne de l'Union européenne (UE) et à l'avenir sécuritaire des relations UE/Turquie, partenaire sécuritaire décisif à l'heure du retrait américain de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN).

Abstract

Turkey and Hungary are two states that emerged from fallen empires, with parallel trajectories marked by an authoritarian drift, an assumed sovereignism, and a balancing external strategy due to their middle-power status. Beyond a certain ideological convergence at first sight between the leaders Recep Tayyip Erdoğan and Viktor Orbán, this cooperation – nurtured by an instrumentalised post-imperial memory – rests on truly deep historical, identity and geostrategic foundations. Ankara and Budapest are trying to redefine their place in reshaping international order, by setting themselves up as intermediary powers. This means relying on alternative, even controversial alliances, diasporic soft power and diplomacy based on Eurasian connectivity. Their relationship calls into question normative European frameworks and traditional Western multilateralism, drawing a fine line between short-term opportunism and strategic alliance. This companionship raises major questions about the internal cohesion of the European Union (EU) and the security future of EU–Turkey relations, a decisive security partner at a time when the United States is withdrawing from the North Atlantic Treaty Organization (NATO).

Sommaire

INTRODUCTION	5
TURQUIE, HONGRIE : UNE SIMILITUDE « ORGANIQUE » ?	6
Entre Sèvres et Trianon, les deux successeurs d'Empires déchus	6
Les efforts d'historicisation du récit turcique de la Hongrie	10
TURQUIE, HONGRIE : LES « MARGES » DE L'EUROPE.....	14
Des « marges » politiques : les démocraties illibérales face à l'UE ...	14
La Hongrie dans l'UE, un levier politique pour la Turquie ?	15
TURQUIE, HONGRIE : DES POLITIQUES ÉTRANGÈRES	
TOUS AZIMUTS.	17
Les <i>middle men</i> , clés de voûte de la connectivité transcontinentale entre l'Asie et l'Europe.....	17
Le retour des notions d'« eurasisme », « panturquisme » et « touranisme » dans les politiques étrangères de la Turquie et de la Hongrie.	19
La relation turco-hongroise, rapprochement symbolique de circonstance ou embryon d'alliance stratégique ?	20
QUELLES PERSPECTIVES POUR CE COMPAGNONNAGE ?	23

Introduction

Si la Turquie et la Hongrie occupent des positions contrastées au sein de l'architecture européenne — candidate de longue date pour l'une, membre récalcitrant pour l'autre —, leurs politiques étrangères révèlent des convergences frappantes, tant dans leur posture souverainiste que dans leurs orientations de politique étrangère. Ces ressemblances reposent sur des contextes historiques et culturels partagés, notamment leurs origines issues d'empires déçus, l'Empire ottoman pour la Turquie et l'Empire austro-hongrois pour la Hongrie. Depuis l'adhésion de la Hongrie à l'Union européenne (UE) en 2004, le pays a connu une dérive autoritaire sous son Premier ministre Viktor Orbán, illustrée par des réformes contestées sur les médias et la justice. De son côté, la Turquie, engagée dans des négociations d'adhésion depuis 2005, adopte des mesures souverainistes et nationalistes, en particulier après le coup d'État avorté de 2016, qui a conduit à des purges massives et au durcissement du régime sous la férule du président Recep Tayyip Erdoğan.

Ainsi, la relation entre les deux pays est aujourd'hui devenue un partenariat fondé sur des intérêts et des héritages impériaux communs et le partage d'une approche autoritaire de la gouvernance. Cette approche est notamment marquée par des restrictions sur les libertés civiles et un contrôle renforcé des médias à la fois en Hongrie, membre de l'UE et en Turquie, toujours en quête d'adhésion. Le centenaire de l'amitié magyaro-turque, célébré par la Hongrie en 2023, a mis en scène leur proximité culturelle : les deux dirigeants ont participé à des cérémonies symboliques comme l'inauguration du mausolée de Gül Baba à Budapest, symbole des racines turques du pays. La coopération est matérialisée par de nombreux accords bilatéraux, notamment dans le domaine de l'énergie : une partie de l'approvisionnement énergétique hongrois dépend la Turquie, grâce au gazoduc Turkstream. Les visites officielles réciproques et les accords économiques témoignent d'une volonté d'établir un partenariat solide, allant au-delà de la simple coopération symbolique. Ces deux pays, perçus comme des « marges » politiques de l'UE, remettent donc en question les normes démocratiques établies tout en consolidant des relations bilatérales stratégiques. Cette réalité soulève des questions sur la nature durable et viable de leur alliance, et les implications qui en découlent.

Turquie, Hongrie : une similitude « organique » ?

Entre Sèvres et Trianon, les deux successeurs d'Empires déchus

Les deux États évoluent dans un contexte post-impérial qui vient marquer leur façon d'orienter leur politique étrangère. La volonté de restaurer leur grandeur passée, le traumatisme subi par le démantèlement sont exploités de manière récurrente dans la rhétorique officielle. En Turquie, c'est principalement une droite conservatrice, islamo-nationaliste, incarnée par le Parti de la justice et du développement (AKP) de Recep Tayyip Erdoğan, qui mobilise l'héritage ottoman pour asseoir une politique étrangère ambitieuse et identitaire. En Hongrie, en revanche, si le Fidesz de Viktor Orbán instrumentalise le souvenir de Trianon dans une logique souverainiste, l'extrême droite du parti Mi Hazánk pousse plus loin cette mémoire blessée, en prônant ouvertement des revendications territoriales et une vision ethno-nationaliste plus radicale.

Les syndromes de Sèvres et de Trianon : mémoires d'un démembrement impérial

La chute de l'Empire ottoman, précipitée par la défaite de 1918 et le traité de Sèvres (1920), a provoqué une crise politique et identitaire profonde chez les Turcs. Les Jeunes-Turcs, malgré des réformes ambitieuses de centralisation et de modernisation, ont échoué à enrayer la désintégration de l'Empire, fragilisé par des résistances internes et l'émergence de nationalisme ethniques, avant de dériver vers l'autoritarisme dès 1913. Leur alliance avec les puissances centrales pendant la Première Guerre mondiale a scellé leur échec. Mustafa Kemal Atatürk, fondateur de la Turquie moderne, a ensuite installé sur les ruines de l'Empire un régime autoritaire fondé sur une vision nationaliste et centralisatrice, où la nécessité de sécuriser l'État justifiait la répression des opposants et la marginalisation des minorités. Le « syndrome de Sèvres », qui provoque une peur atavique du démantèlement, continue ainsi d'influencer l'évolution politique de la Turquie depuis les années 1920.

Mais comment passe-t-on aujourd'hui de la République kémaliste, fondée sur une idéologie séculière et un rejet assumé de l'héritage impérial ottoman, à un régime comme celui d'Erdoğan, qui mobilise au contraire la mémoire ottomane et l'identité musulmane comme ressources politiques

centrales ? Cette bascule s'opère dans le temps long d'un XX^e siècle marqué par des ruptures successives — coups d'État militaires (1960, 1980), réislamisation de la société, épuisement du consensus kémaliste dans les années 1990 — jusqu'à l'arrivée au pouvoir de l'AKP en 2002. Ce dernier s'impose dans un contexte d'instabilité politique, de crise économique, mais aussi de quête de nouveaux repères identitaires. Erdoğan hérite d'un État centralisé, mais vide le projet républicain de sa substance laïque pour le reconfigurer selon un imaginaire islamo-nationaliste, où la nostalgie ottomane devient un vecteur d'influence régionale.

Du côté de la Hongrie, la désintégration de l'Empire austro-hongrois avec le traité de Trianon en 1919 a fait émerger des tensions internes, particulièrement sur la question des minorités. Le traité de Trianon a entraîné un rétrécissement drastique du territoire hongrois, au profit de la Roumanie, de la Tchécoslovaquie, de la Yougoslavie et de l'Autriche. Pour de nombreux Hongrois, il symbolise une grande injustice historique : amputation de plus des deux tiers du territoire de l'Empire, atteinte à l'identité nationale et culturelle, 3 millions de Hongrois perdus en dehors des frontières. Dès 1919, le régime autoritaire de Miklós Horthy, né du traumatisme de la République des Conseils de 1919, a instrumentalisé un imaginaire anticommuniste pour asseoir son pouvoir et restaurer une homogénéité nationale par des politiques répressives, notamment contre les Juifs et les Slaves. Ce spectre du bolchévisme, bien réel en Hongrie, a perduré dans les représentations collectives et été réactivé la chute du régime communiste en 1989, pour discréditer la gauche¹. Une nouvelle approche historiographique émerge depuis, libérée des schémas idéologiques imposés après 1945. Le traité de Trianon reste un sujet sensible et controversé au sein de la Hongrie, qui inspire son propre « syndrome » ; nourrissant un imaginaire revanchard, incarné par certains courants politiques. Aujourd'hui, la mémoire collective hongroise est dominée par deux courants : les « Labanc » (partisans du compromis, pro-autrichiens) et les « Kuruc » (patriotes intransigeants, anti-autrichiens)². Cette dualité historique est régulièrement réactivée par les pouvoirs politiques, qui peinent à réaliser une synthèse des deux courants.

Dans les deux cas, la difficulté à ancrer la démocratie s'explique en partie par la perte de légitimité des régimes parlementaires nés après-guerre et les traumatismes issus des conflits. Ces espoirs trahis de paix et de prospérité ont fourni un terreau fertile aux régimes autoritaires, justifiés par la lutte contre le désordre. Si le communisme a servi de repoussoir en Hongrie, la Turquie, malgré l'absence d'une menace communiste réelle, mobilise d'autres imaginaires de désordre — ethnique, religieux — pour

1. Z. Brzezinski, « Le post-communisme et la question nationale », *Politique étrangère*, vol. 54, n° 4, Ifri, 1989, p. 615-628.

2. C. Horel, « L'histoire en Hongrie aujourd'hui à travers l'interprétation du régime Horthy », *Histoire@Politique*, vol. 1, n° 31, 2017, p. 46-54.

légitimer une forte centralisation étatique. Le glissement du contenu des menaces, toujours évoquées quel que soit le contexte historique, révèle une constante : le spectre du désordre, qu'il soit religieux, ethnique ou idéologique, continue de servir à justifier la verticalité du pouvoir. Viktor Orbán et Recep Tayyip Erdoğan s'inscrivent dans cette continuité. Le premier mobilise le mythe de la « chrétienté assiégée », le second ottomanise la perspective, tous deux renforçant leur autorité par un usage populiste de la religion et de la mémoire.

Orbán a déclaré en 2021 que la Hongrie se bat pour « protéger l'Europe chrétienne », se posant en rempart contre l'immigration musulmane. De son côté, Erdoğan, en promouvant une identité musulmane forte, se positionne en protecteur des sunnites et acteur clé du monde islamique – avec le soutien aux partis proches des Frères musulmans en Égypte et en Tunisie, un partenariat affiché avec la Somalie, une opposition rhétorique très ferme au sionisme. Le président turc s'emploie à raviver les liens historiques et culturels avec les pays d'ancienne influence ottomane dans les Balkans, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. La Syrie est l'exemple emblématique de ce réinvestissement méthodique : Ankara a poursuivi jusqu'en 2011 un rapprochement avec le régime de Bachar Al-Assad, avant de se tourner vers un soutien officieux aux groupes rebelles syriens, aboutissant en décembre 2024 à la victoire du groupe rebelle de Hayat Tahrir Al-Cham (HTC). Elle a depuis rouvert son ambassade à Damas et maintient sa présence militaire dans le nord du pays au prétexte de tenir les Kurdes en respect.

Cette stratégie néo-ottomaniste³, qui cherche à restaurer l'influence régionale de la Turquie, entre en conflit à la fois avec les intérêts occidentaux et avec les intérêts russes en Méditerranée – on rappellera le soutien militaire offert en 2019 au Gouvernement d'union nationale (GNA) libyen face aux forces de Khalifa Haftar, les livraisons d'armes et la présence de mercenaires syriens. Cette stratégie se prolonge dans le Caucase, où la Turquie appuie l'Azerbaïdjan dans le conflit du Haut-Karabakh, marquant ici un tropisme panturquiste distinct du néo-ottomanisme, mais tout aussi expansionniste⁴.

3. D. Schmid, « Turquie : du kémalisme au néo-ottomanisme », *Questions internationales*, n° 83, janvier-février 2017, p. 52-55.

4. B. Balci, « Les relations entre la Turquie et l'Asie centrale turcophone 1991-2004 », *Outre-Terre*, vol. 10, n° 1, 2005, p. 297-315.

Les diasporas comme passeurs de soft power

Le contexte post-impérial façonne la politique étrangère et, de manière similaire, la gestion des diasporas. Les « Magyars de la diaspora⁵ » sont un point essentiel de la politique du parti d'Orbán, Fidesz, ce qui prend la forme concrète d'accords de double nationalité pour les minorités hongroises en dehors des territoires, de programmes d'aide et de financement aux institutions culturelles et aux écoles hongroises, de procédures simplifiées. Il existe également des zones hongroises dans d'autres pays frontaliers comme Vajdaság au nord de la Serbie. L'attention portée aux minorités hongroises dans les pays voisins provoque parfois des tensions diplomatiques. Les revendications d'autonomie de la région de Székelyföld en Roumanie, où les Hongrois sont majoritaires, sont une source de friction avec Bucarest. Les politiques linguistiques et éducatives concernant la minorité hongroise de Slovaquie suscitent aussi régulièrement des débats.

Un parallèle peut être établi avec la Turquie, où l'AKP au pouvoir depuis 2002, a opéré à partir des années 2010 un tournant stratégique dans sa gestion des diasporas. Dès 2010, l'État turc a renforcé ses organes de diplomatie publique à travers la création ou la montée en puissance d'institutions telles que la Yunus Emre Enstitüsü (fondée en 2007 mais activée en 2009), chargée de la promotion de la culture turque à l'étranger. Dans le même temps, le budget de la Diyanet, la direction administrative chargée des affaires religieuses, a crû de manière exponentielle – il a été multiplié par dix en quinze ans⁶. Or la Diyanet joue un rôle central dans le financement et la gestion de mosquées en Europe, notamment à travers des structures comme la DITIB (*Türkisch-Islamische Union der Anstalt für Religion*) en Allemagne. Dans ce pays, qui compte la plus grande communauté turque européenne avec 1,3 million de ressortissants, l'AKP mène un lobbying actif auprès des associations de migrants. Lors d'un meeting à Düsseldorf en 2011, Erdoğan a explicitement appelé les Turcs vivant en Europe à s'intégrer, mais à ne pas s'assimiler, formulation qui traduit l'idée d'une loyauté transnationale. Ce *soft power* se déploie aussi en France, où la Turquie soutient environ 250 mosquées *via* la DITIB France, ou encore en Belgique. Ce réseau religieux et culturel permet la mobilisation politique, comme lors du référendum constitutionnel de 2017, qui visait à renforcer les pouvoirs présidentiels. L'AKP a activement « travaillé » à l'époque les communautés turques d'Europe, et les résultats sont là : en Allemagne, 63 % des électeurs turcs ont voté « oui »,

5. Les « Magyars de la diaspora » désignent les populations hongroises vivant en dehors des frontières actuelles de la Hongrie, principalement dans les pays voisins (Roumanie, Slovaquie, Serbie, Ukraine) à la suite du traité de Trianon (1920), qui a amputé la Hongrie des deux tiers de son territoire et d'une grande partie de sa population.

6. O. Michel, « Turquie : ceux qui résistent encore à Erdogan », *Le Figaro Magazine*, 29 décembre 2017, p. 44-52.

en Belgique, 77 %, contre 51 % seulement en Turquie⁷. Cette politique diasporique permet de diffuser un discours nationaliste conservateur, valorisant la figure d'un Erdoğan protecteur de la « nation turque mondiale » (*Türk milleti*). En 2019, des interdictions de réunions de l'AKP dans plusieurs pays européens ont été dénoncées par Ankara comme des atteintes à la souveraineté et aux droits des Turcs de l'étranger, renforçant le discours victimaire du régime et nourrissant une rhétorique de confrontation avec l'Europe.

Ainsi, à travers la gestion des diasporas et les récits historiques, la Turquie et la Hongrie cherchent à renforcer leur influence respective, tout en revendiquant un passé commun marqué par des moments de coopération et de résistance entre Empire austro-hongrois et Empire ottoman. Les efforts d'historicisation du récit turcique de la Hongrie s'inscrivent dans cette dynamique, où les deux pays, chacun confronté à son propre héritage impérial et ses blessures territoriales, trouvent dans une réévaluation de leur histoire commune un levier pour justifier leur rapprochement stratégique actuel.

Les efforts d'historicisation du récit turcique de la Hongrie

La Hongrie, située au cœur de l'Europe dans le bassin des Carpates, est un carrefour géographique où se sont croisés de nombreux peuples. La région où se situe le pays actuel a été un lieu de passage pour les migrations orientales vers l'Occident ; des groupes tels que les Huns, les Sarmates et les Avars ont contribué à former la riche mosaïque culturelle du pays. Le peuple hongrois, formé il y a près de trois millénaires, est passé d'un mode de vie nomade et chasseur à la sédentarisation agricole. Il a su préserver son identité particulière, notamment à travers sa langue, tout en embrassant l'héritage latin et chrétien. La Hongrie a toujours été consciente de son statut de frontière entre l'Occident et l'Orient⁸.

Les invasions ottomanes ont intensifié cette dualité, les Hongrois se posant en défenseurs de la chrétienté tout en conservant des liens avec leur passé oriental. Cette complexité identitaire a façonné leur histoire, avec une continuité culturelle particulière au sein d'une Europe en perpétuelle mutation. Malgré une cohabitation prolongée et des collaborations politiques ponctuelles entre les Hongrois et l'Empire ottoman, les influences culturelles mutuelles demeurent paradoxalement limitées. La conquête ottomane du XVI^e siècle a imposé en Hongrie des éléments d'une culture d'élite, illustrés notamment par la construction de monuments

7. « Comment la diaspora turque en Europe a-t-elle voté au référendum ? », *Ouest-France*, 22 mars 2025.

8. P. Fodor, « La Hongrie entre Orient et Occident : l'héritage turc », *Histoire, économie & société*, vol. 34, n° 3, 2015, p. 19-35.

architecturaux tels que les mosquées et les bains. Ces éléments n'ont cependant pas trouvé d'écho significatif dans l'architecture hongroise, qui a conservé ses propres caractéristiques stylistiques, témoignant d'une résistance culturelle et d'une volonté de préservation identitaire face à l'influence ottomane.

En revanche, les échanges artisanaux ont permis aux Hongrois d'intégrer certains aspects de la culture matérielle ottomane, comme le montre l'adoption de vêtements comme les bottes turques. Cet aspect pratique d'échange témoigne d'une certaine flexibilité et d'une capacité d'adaptation des Hongrois, bien que cela se limite principalement à des éléments de mode. L'influence culinaire est enfin sans doute l'apport le plus notable de cette interaction : l'introduction de nouveaux ingrédients, de techniques culinaires et de plats variés a enrichi la gastronomie hongroise, par un processus de fusion *via* l'appropriation et la transformation dans le cadre local⁹.

Sur le plan littéraire, Bálint Balassi – noble de la Renaissance hongroise (1554–1594) considéré comme le fondateur de la poésie lyrique hongroise moderne – se distingue comme figure emblématique des échanges ambigus entre la Hongrie et l'Empire ottoman. À la fois poète et guerrier, Balassi traduit des œuvres turques tout en se positionnant en fervent défenseur de la cause hongroise contre l'expansion ottomane. Cette tension, loin d'être une simple contradiction, révèle une dialectique complexe propre aux relations entre les deux civilisations à l'époque moderne. En puisant dans la richesse poétique turque, Balassi semble reconnaître, voire admirer, certains aspects de la culture ottomane, tout en intégrant ces influences dans une œuvre résolument patriotique, au service d'une lutte nationale.

**Poème Egy katonaének, in laudem confiniorum
(« Chant de soldat, in laudem confiniorum »)
de Bálint Balassi**

*« Veres zászlók alatt lobogós kopiát
vitézek ott viselik,
Roppant sereg előtt távol az sík mezőt
széllyel nyargalják, nézik;
Az párducká pákkal, fényes sisakokkal,
forgókkal szép mindenik. »*

9. Parmi les plats hongrois influencés par la cuisine ottomane, on trouve le *köfte* (boulettes de viande épicées), le *börek* (pâtisserie feuilletée farcie), le *pilav* (riz pilaf) et le *baklava* (pâtisserie sucrée à base de pâte filo et de noix), qui témoignent de l'héritage culinaire ottoman dans la cuisine hongroise.

Traduction

*Sous les rouges drapeaux,
Les soldats au galop,
L'étendard flottant sur la lance,
En foulant l'herbe verte,
Vont à la découverte,
Et le long de l'armée s'avancent.
Beauté de leur regard,
Selle de léopard,
Heaume où le fier panache danse.*

Ce double mouvement, oscillant entre l'admiration culturelle et la résistance politique, montre que la frontière entre l'échange et la confrontation n'est jamais totalement étanche dans le contexte des relations entre l'Europe centrale et l'Empire ottoman. Il s'agit d'une interaction où l'assimilation de l'Autre, même hostile, devient une forme d'affirmation de soi. En cela, Balassi incarne une figure singulière, illustrant une dynamique plus large des rapports entre dominés et dominants dans les zones frontalières de l'Empire, où l'opposition militaire ne pouvait exclure une forme de reconnaissance culturelle.

L'influence linguistique, cependant, demeure presque négligeable, ce qui souligne une séparation culturelle persistante. Les structures linguistiques hongroises n'ont pas été profondément marquées par le turc, ce qui témoigne d'une distance maintenue entre les deux cultures. Cette absence d'influence linguistique reflète également une résistance à l'intégration des éléments ottomans dans l'identité nationale hongroise. Cependant, Max Müller¹⁰ (1823-1900) – philologue et orientaliste allemand, connu pour ses travaux sur les langues et religions indo-européennes – soutenait que les langues, plus que de simples outils de communication, sont le reflet de l'histoire et des relations entre les peuples. En examinant les langues finno-ougriennes et turques, bien que classées dans des familles distinctes, on peut observer des similarités qui suggèrent des contacts historiques significatifs. Ces parallèles lexicaux et grammaticaux, souvent attribués à des échanges culturels en Asie centrale et en Sibérie, soulignent l'influence réciproque des populations¹¹. Les deux peuples partagent une riche tradition de civilisations équestres, héritée des nomades d'Asie centrale. Il est à noter qu'à l'occasion du centenaire des relations bilatérales, le Premier ministre Orbán a offert un cheval hongrois au président Erdoğan. Cette connexion est particulièrement pertinente dans

10. F. M. Müller, *Letter to Chevalier Bunsen on the Classification of the Turanian Languages*, Londres, A. & G.A. Spottiswoode, 1854.

11. « *Kala* » en finno-ougrien, signifie « poisson », et « *balık* » est son équivalent en turc. Les formes ne sont pas identiques, mais il existe des parallèles dans la structure phonétique et la thématique, ce qui pourrait indiquer une influence mutuelle.

le cadre du concept de « Grand Touran¹² », qui évoque une communauté culturelle et historique parmi les peuples turciques et finno-ougriens.

Les Hongrois, souvent associés aux Huns du v^e siècle¹³, illustrent cette continuité ethnique ; ces derniers ont non seulement façonné le paysage politique de l'époque, mais ont également laissé une empreinte durable sur l'identité hongroise. La mise en avant de ces racines turciques a trouvé son débouché politique avec l'admission de la Hongrie comme membre observateur de l'Organisation des États turciques (OET) en 2018.

12. A. Caiozzo, L. Dedryvère et S. Prévost (éds.), *Le Touran : entre mythes, orientalisme et constructions identitaires*, Valenciennes, Presses universitaires de Valenciennes, 2019.

13. « Dès le début du x^e siècle, les Hongrois sont désignés comme des Huns dans les chroniques occidentales ». Lire E. Bozóky, « Huns et Hongrois, une seule nation... » in Société des historiens médiévistes de l'Enseignement supérieur public (ed.), *Nation et nations au Moyen Âge*, Paris, Éditions de la Sorbonne, 2014.

Turquie, Hongrie : les « marges » de l'Europe

Des « marges » politiques : des démocraties illibérales face à l'UE

Les relations politiques qu'entretiennent la Hongrie et la Turquie avec l'UE se déploient à des endroits différents sur un spectre qui peut être vu comme commun, avec leur lot de défis significatifs. L'intégration de la Hongrie dans l'UE devient moins évidente depuis l'arrivée au pouvoir de Viktor Orbán en 2010, alors même que le pays est membre de cette entité depuis 2004. L'introduction de réformes controversées, la modification de la Constitution, le contrôle accru des médias, l'érosion des droits humains et de l'indépendance de la justice, ont suscité des critiques européennes. L'imposition de lois restrictives visait à limiter l'activité des organisations non gouvernementales (ONG), des universités et des groupes de la société civile perçus comme favorisant les droits des migrants, telle la loi « Stop Soros » de 2018, qui interdisait l'aide aux migrants et l'activisme en faveur de l'immigration, a exacerbé les tensions avec Bruxelles. De son côté, la Turquie, État officiellement candidat à l'adhésion et en négociation à cette fin depuis 2005, voit s'éloigner l'horizon européen dès 2006 – outre les réticences politiques exprimées très tôt par Nicolas Sarkozy, la non-reconnaissance de Chypre par Ankara est un obstacle légal majeur¹⁴. Les dérives autoritaires du régime de Recep Tayyip Erdoğan sont par ailleurs dénoncées très régulièrement par la Commission européenne depuis la répression des grandes manifestations de Gezi en 2013, la répression croissante des médias et les violations des droits humains remettant en cause le respect des critères politiques de Copenhague.

Les deux pays se perçoivent ainsi comme mis au ban de l'Europe du fait de leur évolution politique interne. Cependant, maintenir des relations avec l'UE présente des avantages stratégiques pour les deux nations. Pour la Hongrie, l'adhésion à l'UE permet de bénéficier de financements et de soutien économique, même si elle refuse des accords jugés « inacceptables », tel que celui de 2020 stipulant des compensations de 20 000 euros pour chaque demandeur d'asile refusé par un pays de l'UE. La Turquie établit de son côté un rapport de force pour renforcer son poids géopolitique, en jouant notamment sur la question migratoire. L'accord

14. N. Sarkozy, « La Turquie est en Asie mineure, elle n'est pas en Europe », entretien sur Europe 1, décembre 2015.

UE–Turquie de 2016 sur les migrants syriens a permis à Ankara de recevoir 6 milliards d’euros pour retenir les flux migratoires à destination de l’Europe. La Turquie est ainsi devenue, tout en restant en dehors de l’UE, un acteur clé de la politique migratoire européenne, instrumentalisant délibérément l’immigration pour négocier.

En somme, les approches hongroise et turque face à l’UE révèlent une stratégie commune d’exploitation des relations pour maintenir une certaine autonomie, tout en se positionnant en tant que « marges » dans le cadre d’une politique migratoire européenne d’externalisation.

La Hongrie dans l’UE, un levier politique pour la Turquie ?

Selon János Hóvári¹⁵, chef du bureau budapestois de l’OET, la Hongrie est perçue dans le monde turc comme une tête de pont vers l’UE. Ce rôle stratégique s’est renforcé avec son admission comme membre observateur de l’OET en 2018. Un ancien ambassadeur de la Hongrie à Ankara souligne que cette position permet à son pays de jouer un rôle crucial dans les relations entre l’Europe et l’Asie centrale. Le Conseil turcique, rebaptisé Organisation des États turciques lors de son sommet à Istanbul en 2021, regroupe l’Azerbaïdjan, le Kazakhstan, le Kirghizistan, l’Ouzbékistan et la Turquie, soit un réseau géostratégique de près de 160 millions de personnes. Cette organisation veut accroître son poids sur la scène internationale, avec un plan stratégique étendu jusqu’en 2040. Les liens économiques entre la Hongrie et les États membres de l’OET se sont intensifiés ces dernières années, avec un excédent commercial hongrois d’environ 1,140 milliard d’euros en février¹⁶. Budapest et Ankara sont ainsi devenues des partenaires économiques significatifs, visant un commerce bilatéral de 5 milliards de dollars. Le Premier ministre hongrois Viktor Orbán ouvre aussi à l’OET de nouveaux horizons : il a proposé en novembre 2021 l’organisation d’un sommet de haut niveau entre le groupe de Visegrád qui réunit la Hongrie, la Pologne, la République tchèque et la Slovaquie (V4) et le Conseil turcique. Si cette initiative n’a pas encore eu de suites, elle témoigne d’une volonté hongroise de lier ces deux espaces de manœuvre géopolitique.

Les enjeux de ce rapprochement turco-hongrois sont multiples. Sur le plan économique, la Turquie voit la Hongrie comme une porte d’entrée pour ses produits et services sur le marché européen. En 2022, les échanges commerciaux entre la Hongrie et la Turquie ont atteint près de 3,5 milliards

15. E. K. Dócza, « Dans le monde turcique, on voit la Hongrie comme une tête de pont vers l’Union européenne », *Magyar Nemzet*, 9 décembre 2021.

16. « Dernières données économiques de la Hongrie : excédent commercial et prix départ usine en hausse », *Daily News Hungary*, 31 mars 2025. Mise à jour : 28 juillet 2023.

de dollars¹⁷, un chiffre en constante augmentation. Les entreprises turques investissent aussi de plus en plus en Hongrie, comme en témoigne l'installation de grandes firmes turques dans le secteur manufacturier hongrois. En 2013, METYX (groupe Telateks), spécialisé dans les fibres de verre et de carbone, s'est implanté à Kaposvár, puis en 2022 Şişecam, une entreprise turque de verre pour l'automobile étend son usine d'Aszód. La même année, le fabricant turc de véhicules blindés Nurol Makina a fait ses débuts sur le marché européen en lançant sa première entreprise à l'étranger en Hongrie. En 2025, la coopération s'est élargie au domaine énergétique, avec la signature d'un accord entre la compagnie pétrolière turque TPAO (*Türkiye Petrolleri Anonim Ortaklığı*) et la société hongroise MOL (*Magyar Olaj és Gázipari*) pour l'exploration et la production de pétrole et de gaz sur deux sites en Hongrie. Ces initiatives stimulent l'économie locale et la création d'emplois. L'accord signé en 2023 par Viktor Orbán et Recep Tayyip Erdoğan pour élever les relations bilatérales au niveau de « priorité stratégique¹⁸ » prend acte de cette interconnexion économique positive : M. Orbán a souligné à cette occasion que le volume des échanges de marchandises avait doublé au cours des dix dernières années, avec près de 500 entreprises turques établies en Hongrie – principalement actives dans les secteurs de la construction, de l'automobile, de l'électronique et des produits alimentaires. Des investissements hongrois ont également été réalisés en Turquie depuis quelques années, marquant un tournant dans la coopération économique entre les deux nations¹⁹.

Politiquement parlant, la Hongrie se fait régulièrement l'avocat de la Turquie au sein des institutions européennes. En 2016 la Hongrie a été l'un des fervents défenseurs de l'accord entre l'UE et la Turquie, et Budapest plaide régulièrement pour une réévaluation de la politique migratoire de l'UE, soulignant le rôle crucial de la Turquie dans la gestion des flux migratoires depuis le Moyen-Orient.

La politique étrangère hongroise sous Orbán se caractérise par ailleurs par une envie de diversifier ses alliances au-delà des partenaires traditionnels de l'UE. L'ambition de « connectivité » des Hongrois renvoie à la quête de nouveaux marchés et d'opportunités économiques, mais aussi à la recherche de partenaires politiques alternatifs dans un contexte où les relations avec certains membres de l'UE sont tendues. En soutenant les ambitions de la Turquie, la Hongrie espère renforcer sa propre position au sein de l'UE et obtenir un soutien réciproque de la part d'Ankara sur des questions clés.

17. M. Tarhan et B. Koca, « Le volume des échanges entre la Türkiye et la Hongrie a atteint 3,5 milliards de dollars en 2022 », *Anadolu Ajansi*, 28 juillet 2023.

18. « La Hongrie et la Turquie portent les relations bilatérales au niveau de "priorité stratégique" », *Le Courrier du Vietnam*, 19 décembre 2023.

19. S. C. Gökkoçyun, Z. Canlı et A. Çolakoğlu, « Une entreprise hongroise investit pour la première fois en Turquie », *Anadolu Ajansi*, 9 février 2021.

Turquie, Hongrie : des politiques étrangères tous azimuts

Les *middle men*, clés de voûte de la connectivité transcontinentale entre l'Asie et l'Europe

Dans le cadre des Nouvelles routes de la soie chinoises, les pays intermédiaires, souvent désignés comme *middle men*²⁰, jouent un rôle central dans la connectivité transcontinentale entre l'Asie et l'Europe. La Hongrie et la Turquie, en particulier, peuvent exploiter leur position géographique pour devenir des plaques tournantes stratégiques, tout en menant une politique étrangère multipolaire. La Hongrie, située entre l'Ukraine et l'Autriche, occupe une position géopolitique stratégique au sein du « corridor moyen », un axe reliant la Turquie à l'Europe centrale. Ce corridor, qui traverse la région des Balkans et les Carpates, revêt une importance particulière pour le transit des ressources énergétiques, et des matières premières et les échanges commerciaux, tout en étant un axe de coopération diplomatique et sécuritaire entre l'Europe et les États voisins de la Turquie. Lors de sa visite à Ankara, en décembre 2024, Tamás Sulyok, président de la Hongrie depuis mars 2024, a affirmé dans un communiqué publié par le palais Sándor que « la Hongrie et la Turquie forment un pont entre l'Est et l'Ouest », soulignant ainsi l'importance stratégique de ce corridor eurasiatique.

Ces stratégies de politique étrangère s'apparentent à un jeu d'équilibristes : il s'agit de sortir d'une logique classique binaire d'opposition ou d'adhésion où il faudrait absolument choisir son camp par rapport à un autre. En s'alignant avec la Chine pour le développement des Nouvelles routes de la soie, la Hongrie et la Turquie ne négligent pas pour autant leurs relations avec l'UE et les États-Unis. Budapest, tout en développant ses liens avec Pékin, cherche à tirer profit de ses tensions avec Bruxelles sur des questions de droits de l'homme et de gouvernance. Cette position lui permet de négocier des concessions au sein de l'UE, tout en attirant des investissements chinois. La Turquie, quant à elle, s'affirme comme un acteur clé dans la gestion des crises régionales, comme le conflit

20. Rôle d'intermédiaire, s'apparente au concept de *middle powers* développé par John M. Laxer et J. M. Cooper dans leur ouvrage *Middle Power: The United Nations and the Role of Small States* (1976).

en Syrie, tout en maintenant une position pro-européenne dans certains domaines.

Les *middle men* tels que la Hongrie et la Turquie ne se contentent pas de servir de points de transit ; ils s'affirment comme des acteurs stratégiques dans le paysage géopolitique contemporain. Leur capacité à jongler avec plusieurs alliances et à tirer parti de leur position géographique leur confère une influence croissante dans la connectivité transcontinentale, faisant d'eux des pivots de l'économie mondiale.

La Turquie, sous l'impulsion d'Erdoğan, exploite à plein sa position charnière entre Europe, Asie et Afrique : avec plus de 60 destinations africaines desservies par Turkish Airlines (contre 4 il y a 20 ans), Istanbul s'impose comme un *hub* logistique rival des plateformes européennes. La présence turque en Afrique est désormais matérialisée par un réseau dense de 44 ambassades, une présence militaire (base à Mogadiscio, soutien au GNA en Libye) et une politique de *soft power* islamique et linguistique *via* la fondation Maarif, les instituts Yunus Emre ou les médias comme TRT Afrika (2023), diffusant en swahili et en haoussa. Simultanément, le pays s'inscrit sur la carte des Nouvelles routes de la soie grâce aux investissements chinois, comme l'acquisition par COSCO (2015) du port de Kumport, où transitent aujourd'hui 90 % des bateaux des entreprises chinoises.

La diplomatie opportuniste dite « tous azimuts » de la Hongrie l'amène aussi en Afrique, en rupture avec le désengagement occidental au Sahel. En projetant 200 soldats au Tchad, en ouvrant une ambassade à N'Djamena et en nouant des accords sectoriels (agriculture, éducation), Budapest cherche à combler le vide laissé par la fin des opérations Takuba ou Barkhane, tout en consolidant son influence dans le corridor moyen.

En cultivant simultanément leurs liens avec la Chine (*via* les Nouvelles routes de la soie), l'UE (notamment en logistique ferroviaire) et des partenaires africains, la Turquie comme la Hongrie illustrent donc une diplomatie du chevauchement stratégique, refusant le découpage rigide des alliances. Cette posture n'est pas sans risques : Ankara reste un allié de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) tout en s'entendant sur des dossiers stratégiques avec la Russie, tandis que Budapest tente de concilier critique de Bruxelles, fidélité institutionnelle à l'UE et proximité avec Moscou. Ce jeu d'équilibriste confère aux deux pays des leviers, entre autonomie et capacité de médiation.

Le retour des notions d'« eurasisme », « panturquisme » et « touranisme » dans les politiques étrangères de la Turquie et de la Hongrie

L'émergence des concepts d'« eurasisme », « panturquisme » et « touranisme » dans les politiques étrangères de la Turquie et de la Hongrie souligne un tournant idéologique marqué par une volonté de redéfinir leurs relations avec l'Occident. Ces notions, historiquement liées à des ambitions impérialistes et à un anti-occidentalisme affirmé, réapparaissent dans les discours de dirigeants comme Recep Tayyip Erdoğan et Viktor Orbán. L'« eurasisme », idéologie géopolitique formulée en Russie dans les années 1920, défend l'idée d'une alliance stratégique et culturelle entre les nations de l'Eurasie – vaste zone géographique reliant l'Europe à l'Asie – s'opposant à l'influence occidentale. Cette pensée repose sur la construction d'une identité eurasiatique autonome, distincte des modèles politiques et civilisationnels dominants en Occident. Le panturquisme, pour sa part, vise à unifier les peuples turcs au-delà des frontières nationales, avec des racines qui remontent au XIX^e siècle, lorsqu'il fut évoqué pour la première fois par des intellectuels turcs comme Ziya Gökalp²¹. Le touranisme, plus large, englobe l'unité de toutes les populations d'origine finno-ougrienne, turque et altaïque, s'inscrivant dans un mouvement panasiatique au début du XX^e siècle²².

Les discours des dirigeants turc et hongrois convergent sur la nécessité d'unir leurs peuples face à un « ennemi » commun perçu, qui serait l'Occident. Ce rapprochement, à travers le prisme d'une identité culturelle commune, ne se limite pas à une simple réaffirmation nationale, mais se décline aussi dans les pratiques politiques et sociales, afin de redéfinir des concepts tels que la démocratie, la citoyenneté et l'inclusion. Le traitement des minorités en Turquie demeure depuis la création de la République un point de friction, avec la prégnance du nationalisme turc et des politiques d'assimilation. Depuis 1984, le réveil de la question kurde a pris la forme d'une lutte armée menée par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) contre l'État turc. L'ouverture kurde pratiquée dans un premier temps par Tayyip Erdoğan a cédé le pas devant le réveil kurde régional, avec l'extension à la Syrie du mouvement sécessionniste. Ankara mène sa guerre contre le PKK en Turquie, en Irak et en Syrie, tout en restreignant fortement la liberté d'action de la mouvance kurde légaliste – l'ouverture d'un processus de paix avec le PKK au printemps 2025 apparaît pour le

21. Ziya Gökalp était un sociologue, écrivain et penseur politique turc du début du XX^e siècle, considéré comme l'un des principaux idéologues du nationalisme turc et un architecte intellectuel du kémalisme.

22. B. Ablonczy, *Vers l'Est, Magyar ! Histoire du touranisme hongrois*, (trad. B. Grévin), Paris, Éditions de l'EHESS, coll. « EHESS-Translations », octobre 2021.

moment comme une manœuvre politique dont l'issue est incertaine. Entre-temps le vent a tourné pour les migrants syriens accueillis durant la guerre civile : ils sont désormais rejetés par une population encouragée par les discours de tous les partis politiques turcs confondus. Pour Viktor Orbán, la question de l'immigration est au cœur de son discours nationaliste. Lors de la crise migratoire en Europe, il a mis en place une politique de fermeture des frontières et défendu une vision « illibérale » de la démocratie face aux dérives européennes, arguant que l'immigration menaçait l'identité nationale hongroise²³. Son gouvernement, qui promeut ouvertement le nationalisme ethnique, a construit des murs aux frontières. Les visions politiques dans les deux pays prônent ainsi un modèle de gouvernance où l'individu est subordonné à une vision collective et ethnique.

Le thème du rapprochement eurasiatique est très présent lorsque les Turcs s'adressent aux Hongrois. En 2021, Recep Tayyip Erdoğan a mis en avant lors de la conférence *Eurasian Economic Union* à Istanbul la nécessité d'une intégration eurasiatique face à l'influence occidentale, illustrant sa volonté de réaffirmer le rôle de la Turquie comme acteur essentiel dans la dynamique euro-asiatique. Parallèlement, le mouvement touraniste a trouvé un écho favorable en Hongrie, en s'inscrivant dans une dynamique plus large qui inclut des éléments d'eurasisme, dont la version poutinienne est un exemple : en 2018, le Premier ministre Viktor Orbán a célébré l'héritage turco-mongol lors d'événements culturels. Dans un discours prononcé lors de la fête nationale hongroise en 2020, Orbán a évoqué la nécessité de se tourner vers l'Est, désignant clairement la Turquie comme un allié majeur ; en 2022, la Turquie et la Hongrie ont organisé des exercices militaires conjoints ainsi qu'en novembre 2023 avec l'*Adaptive Hussars 2023* en partenariat avec l'OTAN.

La relation turco-hongroise, rapprochement symbolique de circonstance ou embryon d'alliance stratégique ?

La relation entre la Turquie et la Hongrie transcende la simple amitié de circonstance. Leurs dirigeants, Recep Tayyip Erdoğan et Viktor Orbán, partagent une approche de la politique étrangère qui défie les alignements traditionnels, tout en se maintenant dans des organisations internationales majeures comme l'OTAN et l'UE.

Les stratégies de diversification internationale et les proclamations d'autonomie de la Turquie et de la Hongrie se sont notamment illustrées dans leur rapport à la Russie. En 2023, malgré les critiques de l'UE et des

23. V. Orbán, « Speech at the 25th Bálványos Summer Free University and Student Camp », Tusnádfürdő (Băile Tușnad), Roumanie, 26 juillet 2014.

États-Unis, Viktor Orbán a rencontré Vladimir Poutine à Moscou. Au même moment, la Turquie d'Erdoğan se voyait proposer par le maître du Kremlin de devenir un *hub* énergétique entre la Russie et l'Europe – la Turquie importe bon an mal an la moitié de son gaz de Russie. Si le partenariat stratégique turco-ukrainien, établi en 2011, était considéré comme un rempart contre l'expansionnisme russe, la guerre entre Moscou et Kiev a paradoxalement permis depuis 2022 de cloisonner les dossiers, et Ankara entretient à l'heure actuelle une très bonne relation avec chacun des belligérants. En affichant un soutien clair à l'intégrité territoriale de l'Ukraine (refus de reconnaître l'annexion de la Crimée, condamnation de l'offensive russe de 2022, fourniture de drones à Kiev), la Turquie donne des gages aux Occidentaux. Mais elle ne peut pas se permettre de rompre ses liens avec la Russie. Si les relations historiques russo-turques sont marquées par des rivalités et des conflits depuis la fin du XVII^e siècle²⁴, Ankara a su établir au cours de la dernière décennie une coopération pragmatique avec Moscou, particulièrement dans le domaine énergétique (gazoduc Turkstream, centrale nucléaire d'Akkuyu construite par Rosatom). La décision de ne pas appliquer les sanctions contre Moscou fait désormais de la Turquie un acteur clé dans la recomposition des forces régionales : elle bénéficie des retombées économiques de la guerre, tout en fournissant à Vladimir Poutine un ballon d'oxygène qui rend le président russe redevable à terme.

L'approche de la Turquie et de la Hongrie vis-à-vis de l'OTAN suit la même logique. La Hongrie a emboîté le pas à la Turquie pour retarder l'adhésion de la Suède à l'OTAN – Ankara utilisant le dossier comme monnaie d'échange pour obtenir des concessions sur la lutte contre le terrorisme et la réactivation des négociations d'adhésion avec l'UE. En fin de compte, la Turquie a approuvé l'adhésion de la Suède à l'OTAN fin 2023, démontrant sa capacité à maximiser ses gains diplomatiques à court terme tout en maintenant une posture de défi vis-à-vis de l'Occident.

La viabilité à long terme de cette stratégie de diversification, voire de cavalier seul, n'est cependant pas assurée. Sans soutien et aide financière de l'ordre libéral établi, les économies des deux pays se seraient déjà effondrées. En 2023 la Turquie a connu une inflation galopante de 175,55 %, exacerbée par la politique monétaire non orthodoxe d'Erdoğan. La Hongrie a souffert d'une inflation dépassant 10 % la même année, bien éloignée des objectifs à 2 % de la zone euro, mettant en lumière ses propres vulnérabilités économiques. Ces crises économiques rampantes, couplées à un désenchantement croissant des populations, se traduisent dans les urnes par des résultats moins brillants pour les tenants du pouvoir. La victoire des kémalistes du Cumhuriyet Halk Partisi (CHP) aux élections municipales de 2024 en Turquie en témoigne, tandis qu'un autre parti conservateur islamiste, le Yeniden Refah, émergeait pour défier l'AKP. Ces résultats

24 G. Sonumut, « Russie-Turquie : querelle d'arrière-cour », *Le Monde diplomatique*, p. 209-213.

pourraient forcer les deux pays à revoir leurs priorités et à adopter des approches plus pragmatiques.

Notons enfin que la posture anti-occidentale est souvent théâtralisée, et mise en avant de façon instrumentale suivant les contextes. Lors de l'Assemblée générale des Nations unies en 2019, Tayyip Erdoğan a critiqué l'influence disproportionnée des grandes puissances illustrée par l'attribution des sièges des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, émettant le slogan « Le monde est plus grand que cinq ». Mais la Turquie continue en réalité de chercher des compromis avec ces puissances lorsque cela sert ses intérêts, comme en témoigne l'accord sur l'adhésion de la Finlande et de la Suède à l'OTAN. La Hongrie reste quant à elle fermement installée dans l'OTAN et dans l'UE. Malgré des prises de position souvent controversées – tant sur des sujets de politique étrangère, notamment à l'égard de la Russie, que sur des enjeux internes comme l'État de droit ou la liberté de la presse – la Hongrie continue de se plier aux règles du jeu international. En 2024, Viktor Orbán a une nouvelle fois manifesté sa déférence stratégique envers l'OTAN en acceptant, sous la pression de Jens Stoltenberg et de Joe Biden, de ne pas bloquer l'aide militaire de l'Alliance à l'Ukraine et de ratifier l'adhésion de la Suède, tout en affirmant que la Hongrie ne participerait pas activement aux opérations – des gestes révélateurs d'un compromis visant à préserver l'unité de l'OTAN sans renier sa rhétorique souverainiste.

Quelles perspectives pour ce compagnonnage ?

Pour la Hongrie, ce compagnonnage constitue une opportunité stratégique de renforcer sa position au sein de l'UE tout en affirmant une certaine autonomie diplomatique. En agissant comme un pont entre l'Europe et le monde turcique – incarné notamment par l'OET –, Budapest se positionne comme un point d'accès privilégié pour les nations d'Asie centrale cherchant à se rapprocher du marché européen. Ce rôle est renforcé par l'intensification des relations économiques bilatérales avec la Turquie, marquées par une augmentation des échanges commerciaux et des investissements croisés dans des secteurs clés comme l'énergie, les infrastructures ou encore la défense.

Du côté turc, la Hongrie est perçue comme un maillon essentiel du « corridor Est-Ouest » reliant l'Asie à l'Europe, un axe de transit à la fois économique, énergétique et symbolique. Ankara y voit une manière de contourner les canaux traditionnels d'intégration et d'influence, historiquement structurés autour des institutions euro-atlantiques (UE, OTAN) et d'étendre son influence vers l'intérieur du continent européen, tout en s'adossant à un partenaire favorable à sa vision illibérale. Mais la Hongrie est aussi un État membre de l'UE, avec qui Ankara entretient une relation compliquée du fait du blocage *de facto* de l'adhésion. Mettre en scène la qualité de la relation avec Budapest participe ainsi d'un jeu avec le reste des Européens, qui permet de démontrer la faiblesse du collectif européen et les leviers politiques dont dispose Ankara²⁵.

Ce rapprochement s'inscrit par ailleurs dans un contexte international marqué par une remise en cause des normes libérales, notamment depuis le début du deuxième mandat de Donald Trump aux États-Unis, dont la rhétorique favorable aux régimes autoritaires et aux « hommes forts » a contribué à légitimer certains discours populistes à connotation religieuse. Viktor Orbán et Recep Tayyip Erdoğan profitent de ce climat pour pousser plus loin les limites chacun dans son contexte, pouvoir, en se posant comme les défenseurs de modèles nationaux menacés, tout en rejetant les critiques venues de Bruxelles ou de Washington.

25. En avril 2025, le Premier ministre hongrois a participé au Forum diplomatique d'Antalya, où il a rencontré le président turc Recep Tayyip Erdoğan pour discuter du renforcement de la coopération économique et militaire entre la Hongrie et la Turquie, il s'est entretenu avec Željka Cvijanović, membre serbe de la présidence de Bosnie-Herzégovine, réaffirmant l'importance de la stabilité des Balkans occidentaux pour la Hongrie et l'Europe, et il a également eu un échange avec le Premier ministre géorgien Irakli Kobakhidzé.

Leur comportement est désormais celui de puissances intermédiaires (*middle powers*), ces États de taille moyenne qui, bien qu'ils ne disposent pas de la puissance structurelle des grandes puissances, tentent d'influencer l'ordre international par des alliances stratégiques, un activisme régional, ou une diplomatie identitaire²⁶. Dans ce cadre général, la Turquie et la Hongrie partagent un profil de puissances révisionnistes périphériques, qui refusent l'hégémonie normative occidentale tout en affirmant leur souveraineté dans un monde multipolaire en recomposition.

Pour Paris, qui s'efforce de promouvoir une défense européenne unifiée face à la menace russe, le compagnonnage turco-hongrois, qui n'est pas dénué de cohérence, peut légitimement soulever des inquiétudes. La réponse cohérente à cette amitié qui prend un tour géopolitique passe probablement par le renforcement d'un collectif européen qui vacille aujourd'hui, mais aussi par l'ouverture avec la Turquie d'un véritable dialogue stratégique prenant en compte toutes les facettes de la nouvelle puissance turque.

26. Le concept de « puissances intermédiaires » (*middle powers*), apparu après la Seconde Guerre mondiale et promu notamment par des diplomates canadiens comme Lester B. Pearson, désigne des États de taille moyenne qui cherchent à influencer l'ordre international sans en dominer la structure. Exploré par divers chercheurs et institutions, ce concept englobe aujourd'hui des pays comme le Canada, le Brésil, l'Inde ou la Turquie, qui utilisent leur diplomatie, leur poids économique ou militaire, et des stratégies d'indépendance pour peser dans les affaires régionales et globales, souvent dans une logique multilatérale.



27 rue de la Procession 75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org